

Les Echos (29/03/10)

Paris : la droite à l'offensive sur les chantiers d'urbanisme

[29/03/10]

Le Conseil de Paris examine à partir d'aujourd'hui plusieurs dossiers lourds d'aménagement. Anne Hidalgo, première adjointe, est en première ligne face à une droite qui tente de se remobiliser après les régionales.

Les travaux de rénovation des Halles, qui doivent commencer en mai, ne font toujours pas l'unanimité.

Les affaires reprennent à la mairie de Paris. Après la trêve de la campagne électorale, qui a vu le rythme des dossiers s'infléchir, les discussions vont reprendre bon train ce matin à l'Hôtel de Ville. Non seulement parce que la municipalité s'offre pour ce Conseil de Paris un menu riche en dossiers stratégiques (emploi, fiscalité, urbanisme...). Mais aussi parce que les scores respectifs des partis aux dernières régionales vont peser sur les rapports de force au sein de l'hémicycle municipal.

L'adjointe en charge de l'urbanisme, Anne Hidalgo (PS), sera en première ligne dans ce premier conseil post-régionales. Le bon score obtenu le 21 mars par la tête de liste parisienne (58 %) la conforte dans sa place de dauphine pour succéder à Bertrand Delanoë aux municipales de 2014. Et nombre de gros dossiers figurant au menu des débats de ces deux jours sont les siens : l'aménagement de la place de la République, et surtout, le stade Jean-Bouin, dans le 16^e arrondissement parisien et le chantier des Halles.

Remobilisation de l'UMP

Ces deux derniers chantiers sont loin de faire consensus. L'UMP a demandé jeudi dernier, par la voix de son président de groupe Jean-François Lamour, la suspension du projet de reconstruction du stade Jean-Bouin, touché par un nouvel imbroglio judiciaire. Et le maire (UMP)

du 1^{er} arrondissement, Jean-François Legaret, va déposer des recours sur le délicat dossier des Halles (voir encadré). La droite, qui cherche à se remobiliser après son mauvais score aux régionales (42 %), veut désormais « *mener la bataille de manière plus énergique* ». Jean-François Lamour, le président du groupe UMP au Conseil de Paris, a durci le ton la semaine dernière : il a accusé le maire de Paris Bertrand Delanoë de « *verdir* » son discours pour recouvrer les faveurs de ses anciens partenaires écologistes, qui ont obtenu 20 % des voix aux régionales. Pendant la campagne, le maire de Paris avait promis d'ouvrir très vite le débat sur l'aménagement des voies sur berges, que les Verts voudraient davantage piétonnières. « *La droite ferait mieux de s'interroger sur son propre positionnement en matière d'écologie. Pour notre part, nous sommes engagés dans ce sujet depuis 2001, et nous avons été plutôt avant-gardistes en matière d'écologie* », a rétorqué Anne Hidalgo. Entre les Verts et le PS, le climat pourrait se radoucir. « *Le PS nous propose de faire des compromis, et nous accueillons favorablement cette main tendue, qui paraît logique, vu la collaboration qui se dessine au niveau régional* », explique Sylvain Garrel, chef de file du groupe des Verts parisiens. Les écologistes, qui ont prévu de rencontrer aujourd'hui Bertrand Delanoë, disent vouloir mettre un peu d'eau dans leur vin. Ils hausseront moins le ton lors de ce Conseil de Paris. Quatre dossiers municipaux faisaient à l'origine l'objet de fortes frictions : Autolib', le stade Jean-Bouin, la vidéosurveillance et les tours. Les Verts n'entendent plus rester inflexibles que sur les deux derniers.

Les Halles, pomme de discorde

Ultimes délibérations avant les premiers coups de pioche, prévus en mai prochain. Le Conseil de Paris se prononcera aujourd'hui ou demain sur les conclusions de l'enquête publique concernant le chantier des Halles. Les enquêteurs avaient rendu en janvier un avis favorable, assorti de trois réserves, auxquelles répondra la Mairie de Paris. Ce ne sont cependant pas les seules objections apportées à ce vaste chantier, visant à créer dans le ventre de la capitale, des équipements publics et des surfaces commerciales supplémentaires (moyennant la création d'un nouvel ouvrage, la Canopée) ainsi qu'une gare RER agrandie et

renovée pour un montant total de 760 millions d'euros. Les Verts ont longtemps fait grief à la mairie d'avoir privilégié les surfaces commerciales au détriment des équipements publics. Faux, estime Dominique Hucher, directeur de la SEMParis-Seine, mandataire de la Mairie : les équipements publics représenteront 27 % de la surface après les travaux contre 26 % auparavant (le reste étant des surfaces commerciales). De son côté, le maire du 1^{er} arrondissement, Jean-François Legaret (UMP), déplore de son côté le coût « élevé » de la reconstruction du jardin jouxtant les Halles. Il a prévu d'attaquer le permis de démolir donné par le maire de Paris.